

projet de réforme des retraites

Rien de changé, ne lâchons rien jusqu'au retrait !



Depuis le 5 décembre, un mouvement de grève historique s'est enclenché dans de nombreux secteurs professionnels. Plus d'un mois plus tard, le gouvernement est toujours incapable de rassurer les collègues sur les impacts de la réforme. Pas surprenant car tout le monde a bien compris que cette réforme n'est qu'idéologique et comptable. Son objectif : nous faire travailler plus pour gagner moins et ouvrir la voie à la retraite par capitalisation.

Dans l'éducation, un mépris jamais égalé

Après avoir affirmé que les estimations de notre simulateur étaient mensongères, Jean-Paul Delevoye lui-même a concédé que les pensions des enseignant-e-s pourraient chuter d'au moins 30 % (avant qu'il ne nous quitte pour se consacrer à ses « oublis » de déclarations). De son côté, Blanquer annonce chaque matin que nous serons augmenté-e-s mais toujours sans aucun engagement. Malgré les annonces relayées avec complaisance dans les médias, AUCUNE garan-

tie ne nous a été donnée jusqu'à présent. Pire, les quelques miettes que Blanquer nous jette sont liées à des conditions inacceptables : révision de notre temps de travail (réduction des vacances, remise en cause du temps de service), révision des missions, voire instauration de primes au mérite, individualisation des carrières etc.

Travailler plus pour gagner moins : pour nous c'est non !

« Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose ! »

Sans surprise, les « éléments de langage » s'effondrent les uns après les autres :

« LES CAISSES SONT DÉFICITAIRES »

✗ FAUX ! Le Conseil d'Orientation des Retraites lui-même le souligne. Ajoutons que ce sont les politiques de cadeaux fiscaux sans contreparties (CICE, ISF, flat taxes...) et d'encouragement à l'évasion fiscale (plus de 100 milliards par an) qui creusent un déficit factice dans nos caisses de retraites !

« LE SYSTÈME PAR POINTS EST PLUS SIMPLE ET JUSTE POUR TOU-TE-S »

✗ FAUX ! Privé et public seront dans la même galère !

- En prenant en compte l'ensemble de la carrière au lieu des 6 derniers mois dans le public (25 meilleures années dans le privé), tout le monde sera perdant et verra ses années de chômage et de temps partiel faire baisser sa pension. Cela affectera particulièrement les femmes, encore une fois !
- En limitant le budget global à 13,8 % du PIB, malgré la hausse démographique, le gouvernement veut nous faire croire qu'en coupant un gâteau en 6 ou en 40 parts, cela revient au même.
- Avec une prise en compte bien trop restreinte de la pénibilité.
- En instaurant un âge pivot à 64 ans, qui concerne même ceux et celles né-e-s avant 1975, alors que cela correspond à l'espérance de vie en bonne santé et que seul-e-s 30 % des 60/64 ans trouvent un travail !

Enfin, on s'étonne que les policier-e-s et les militaires, etc. soient exonéré-e-s d'un système si égalitaire !

« LES PRIVILÉGIÉ-E-S DES RÉGIMES SPÉCIAUX ASSÈCHENT LES CAISSES »

✗ FAUX ! Cette mise en concurrence des professions n'est qu'un leurre pour tirer tout le monde vers le bas. Les régimes spéciaux ne concernent que 3 % des actifs et actives ! Et c'est d'ailleurs leur suppression qui va nous obliger à compenser leurs caisses, le nombre d'actif diminuant avec la suppression du statut pour les nouveaux entrants...

« TOUT LE MONDE EST CONTRE LES RÉGIMES SPÉCIAUX »

✗ FAUX ! Et toi ? Tu accepterais de travailler de nuit jusqu'à 64 ans, d'être éloigné-e de ton foyer 3 nuits par semaine comme c'est le cas pour les conducteurs et conductrices de trains ou d'avoir une espérance de vie de 58 ans comme les égoutier-e-s. Non ? Les régimes spéciaux prennent en compte la pénibilité des métiers. Ils devraient plutôt être étendus !

« IL Y A TROP DE RETRAITÉ-E-S PAR RAPPORT AUX ACTIFS »

✗ FAUX ! Exit le principe de solidarité avec les plus fragiles et entre les générations : est-ce qu'on dirait « il y a trop d'enfants/d'handicapé-e-s par rapport au nombre d'actifs Cette guerre des générations est encore amplifiée par la proposition de clauses du grand-père. Nous ne serons pas celles et ceux qui auront sacrifié les générations suivantes !

Le véritable objectif : la capitalisation

En réalité, ce projet idéologique ne vise qu'à faire des économies sur notre dos et à ouvrir le marché des retraites aux grands fonds de pensions privés et aux gestionnaires d'actifs comme Black Rock mais aussi Axa et bien d'autres. Aux États-Unis, des routiers viennent de perdre leurs retraites suite à la déclaration d'insolvabilité de leur fond !

Plutôt que d'assurer l'équilibre en augmentant les salaires et en imposant l'égalité salariale femmes/hommes, le gouvernement prévoit un nouveau cadeau aux riches.

Au-delà de 120 000 euros, on divisera la part de cotisation par 10 (2,8%). Plus encore qu'une incitation à la capitalisation, cette proposition inacceptable exonère les plus riches de toute solidarité et constitue une perte de 3,8 milliards de cotisations par an. Durant la période de transition, ces hauts revenus continueront à bénéficier de la redistribution sans même cotiser ! Au total, on peut estimer le coût annuel de la réforme à 67 milliards d'euros soit une baisse du financement global de 22 %!

Une grève historique et déterminante

Dans l'éducation où nous avons été 700 000 en grève le 5 décembre et nombreux/ses à reconduire comme dans d'autres secteurs, cette grève marquera l'histoire du mouvement social par sa longueur et sa détermination. Dans les transports, les salarié-e-sont bien compris les enjeux actuels et sont en grève depuis plus d'un mois.

Alors que le mouvement n'a pas cessé pendant les vacances à la RATP et la SNCF, dans la culture (BNF, musées) et dans d'autres secteurs, nous devons tout mettre en œuvre pour poursuivre le mouvement dans l'éducation jusqu'au retrait ! Sans rapport de force, l'ensemble des salarié-e-s sera perdant face à cette réforme.

Imposons un autre avenir !

Le projet du gouvernement est également d'anéantir toute contestation sociale et syndicale à l'image de ce qu'a pu faire Thatcher dans les années 80. Nous ne pouvons nous permettre de perdre !

Nous appelons donc tou-te-s les collègues à prendre leurs responsabilités pour ne pas se demander plus tard si nous aurions pu empêcher le massacre. Nous pouvons gagner. Le fait que le gouvernement modifie à la marge son projet est la preuve qu'il peut céder.

SUD ÉDUCATION APPELLE À :

- ▶ **se mettre massivement en grève reconductible dès à présent ;**
- ▶ **participer à l'ensemble des actions et manifestations interprofessionnelles prévues mercredi 22 et jeudi 23 janvier ;**
- ▶ **le vendredi 24 janvier, jour de présentation du projet de loi, doit être une journée particulièrement forte de grève générale, de blocages et de manifestations**
- ▶ **organiser partout des Assemblées générales pour préparer les suites**

**JUSQU'AU
RETRAIT !**

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires